



26 MAI ET 13 JUIN 2009

L'heure est à

l'action !

Nos politiques répètent souvent que si les effets de la crise semblent moins dévastateurs en France que dans la plupart des autres pays, c'est que nous avons conservé des dispositifs sociaux qui contribuent à amortir ces effets : protection sociale solidaire, retraites par répartition et bien sûr services publics. Mais au lieu de renforcer ces services publics pour répondre encore mieux aux besoins sociaux, le gouvernement fait le choix de les affaiblir. La Révision Générale des Politiques Publiques qu'il impose à marche forcée va à l'encontre de l'intérêt des usagers, des citoyens et des personnels. Restructurations, externalisations, privatisations se multiplient sans souci de la qualité du service public et de son avenir.

Les salariés sont épuisés physiquement et moralement tant leur travail est dénué de sens. Paradoxalement des milliers de gens souffrent du manque de travail, les jeunes en particulier n'ont plus de perspective.

Les conflits sociaux se multiplient

Dans le département des usines ferment : Doubs, Livbag, Cummins, etc ... les services publics aussi : les maternités, les urgences ferment les uns après les autres, (Pont l'Abbé, Concarneau, Douarnenez, Carhaix, ...) les bureaux de poste pareils, etc ...

et au Conseil général ?

Si les situations ne sont pas aussi extrêmes, nous sommes aussi concernés : mépris des salariés et de leurs savoir-faire ? grand écart entre le discours et la réalité.

- **Mutations, recrutements** : système opaque et injuste qui s'apparente de plus en plus à des arrangements entre amis
- **Audit** : à quoi, ou à qui servent-ils ? où va l'argent des audits ?
- **Budget/postes** : communication en augmentation (1500000euros) mais pression dans les services pour supprimer des postes sous prétexte de rigueur budgétaire
- **Temps de travail** : réduire le temps partiel à son minimum légal semble être l'objectif de notre employeur (travailler plus pour penser moins ?)
- **Salaires** : NBI et régime indemnitaire, peut mieux faire
- **Réorganisations** incessantes au mépris du savoir faire des personnes

Débrayage le 26 mai de 11h à 12h

discutez en avec vos collègues sur votre lieu de travail

Pour les collègues, profitez-en pour remplir le questionnaire au verso

La Fédération CGT des Services publics revendique

- Une **augmentation** immédiate de la valeur du point d'indice portant le salaire minimum de départ en catégorie C à **1 600 euros**
- Une **retraite** équivalente au moins à 75% du dernier traitement (primes comprises), avec un minimum garanti au moins au niveau du SMIC
- Une véritable loi de **titularisation** ne permettant pas de reconstituer un volant de contractuels.
- Une réforme ambitieuse de la **fiscalité** public